Il faut défendre le logo nutritionnel Nutri-Score contre les lobbys

13 mai 2022

Il faut défendre le logo nutritionnel Nutri-Score contre les lobbys qui tentent de le dénaturer et essayent d'empêcher qu'il devienne obligatoire en France et en Europe.

Le logo nutritionnel **Nutri-Score** a été **adopté en France par un arrêté interministériel** le 31 octobre 2017 **après une âpre bataille contre les lobbys agroalimentaires qui a duré près de 4 ans**.

Affiché sur la face avant des emballages des aliments, sa simplicité en fait un outil compréhensible par tous pour reconnaître les différences de composition nutritionnelle entre les produits et aider les consommateurs à orienter leurs choix vers des aliments de meilleure qualité nutritionnelle. Bien que simple d'interprétation, il **repose sur de nombreux travaux scientifiques qui ont démontré son efficacité et son intérêt pour les consommateurs et la santé publique**. D'ailleurs, après la France, 6 autres pays ont également décidé de mettre en place le Nutri-Score : la Belgique, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suisse.

Bien qu'aucune firme agro-alimentaire n'y était favorable lorsqu'il a été proposé, dès 2014, par une équipe de recherche publique sans liens d'intérêt, c'est **grâce aux travaux scientifiques et à la pression des scientifiques, des acteurs de santé, des associations de consommateurs, de nombreuses ONG et de multiples actions citoyennes**, qu'aujourd'hui **plus de 800 marques se sont finalement engagées à l'afficher**. Mais comme il reste basé sur le volontariat - compte-tenu d'une réglementation européenne qui empêche les états-membres de rendre obligatoire tout affichage d'un logo nutritionnel synthétique sur les aliments-, de **nombreux groupes agro-alimentaires continuent à s'y opposer**

et le combattre. C'est le cas notamment de Coca-Cola, Ferrero, Mars, Lactalis, Mondelez, Kraft et de beaucoup d'autres entreprises nationales et internationales.

L'annonce récente par la **Commission Européenne**, dans le cadre de sa stratégie « ***Farm to Fork*** », d'un futur vote portant sur la **mise en place d'un logo nutritionnel unique et obligatoire pour toute l'Europe avant la fin de 2022**, a réveillé le lobbying, à la fois des industriels opposés à Nutri-Score mais également de certaines filières agricoles (fromages, charcuteries) avec, derrière eux, de grands groupes industriels alimentaires (Lactalis, Savencia,…) qui ne souhaitent pas fournir aux consommateurs une réelle transparence sur la composition nutritionnelle de leurs produits.

Nous assistons aujourd'hui, en France et dans toute l'Europe, à un **nouveau lobbying intense des acteurs économiques**, relayé par de nombreux politiciens au niveau national et régional (souvent pour des raisons électoralistes) qui **mettent tout en œuvre pour empêcher que Nutri-Score soit adopté en Europe** comme le modèle unique et obligatoire utile aux citoyens ou qui **tentent de le dénaturer pour protéger certaines filières** (en proposant certaines exemptions de certains produits).

Nous, citoyens, conscients que notre alimentation joue un rôle majeur pour la santé, exigeons de pouvoir connaître, grâce à l'affichage du Nutri-Score, la qualité nutritionnelle de TOUS les aliments, sans exception, afin de pouvoir orienter nos choix de façon raisonnée, en toute connaissance de cause. Nous considérons que c'est un droit des consommateurs et un devoir des opérateurs économiques.

Nous demandons :

1) **au gouvernement français**, que tout soit mis en œuvre pour **contrer l'action des lobbys** qui visent, au niveau national, à **torpiller Nutri-Score ou à le dénaturer**,

2) **au parlement européen** d'**adopter Nutri-Score comme le logo obligatoire pour l'Europe dès 2023**, compte-tenu de ses bases scientifiques et de son intérêt démontré en termes de santé publique,

3) **aux industriels** qui aujourd'hui refusent d'afficher Nutri-Score, de **répondre à la demande des consommateurs** qui demandent une **vraie transparence**

nutritionnelle, et d'**afficher** dès-à-présent (même s'il n'est pas encore obligatoire) le **Nutri-Score sur leurs produits**.

La santé de citoyens n'a pas de prix et la santé publique doit l'emporter sur la défense d'intérêts purement économiques !

Signez la pétition et diffusez la autour de vous !

14 JUIN 2022 —

Bonjour à toutes et à tous,

Les soutiens à notre pétition arrivent tous les jours et commencent à s'accumuler. Voici la liste mise à jour aujourd'hui :

- l'EREN (Équipe de Recherche en Épidémiologie Nutritionnelle, Inserm/Inrae/Cnam/Université Sorbonne Paris Nord),
- la SFNCM (Société Française de Nutrition Clinique et Métabolique),
- l'AFDN (Association Française des Diététiciens Nutritionnistes,
- la SFD (Société Francophone du Diabète),
- l'AFERO (Association Française d'Étude et de Recherche sur l'Obésité),
- l'APOP (Association pour la prise en charge et la Prévention de l'Obésité en Pédiatrie),
- l'AFPEL (Association Française des Pédiatres Endocrinologues Libéraux),
- la FNES (Fédération Nationale d'Éducation et de promotion de la Santé),
- la SFSP (Société Française de Santé Publique),
- le SMISP (Syndicat des Médecins Inspecteurs de Santé Publique),
- la SFHTA (Société Française d'Hypertension Artérielle),
- la SNFGE (Société Nationale Française de Gastro-Entérologie),
- la SFC (Société Française du Cancer),la Fédération Addiction,
- la FFC (Fédération Française de Cardiologie) la Ligue contre le Cancer,
- le CNAO (Collectif National des Associations d'Obèses),
- l'INCODESA-CGT (association de défense des consommateurs CGT).